

Ils prétendent lutter contre le terrorisme en nous surveillant, nous les victimes !

écrit par Daniel Pollett | 31 mai 2017

On peut lire avec attention l'article suivant, concernant une enquête de l'UE sur la limitation (en fait la suppression) des paiements en espèces :

<https://www.le-vaillant-petit-economiste.com/2017/05/18/veulent-limpot-ultime-benediction/>

ATTENTION aussi : nous n'avons que jusqu'à ce soir pour réagir. Non pas qu'il faille se faire beaucoup d'illusions sur les questionnaires provenant de l'UE, mais puisqu'elle nous demande notre avis, donnons-le vite, réagissons en citoyens responsables et en patriotes !

Pour ma part j'ai répondu ceci à la fin du questionnaire, de la ligne ci-dessous jusqu'à la fin de l'article, puisque les commentaires sont possibles :

« J'observe que le choix « Elles sont inappropriées » ne figure pas dans le questionnaire :

Quel jugement portez-vous sur ces restrictions nationales en matière de paiements en espèces?

Elles sont appropriées.
Elles sont trop restrictives.
Elles ne sont pas assez restrictives.

Il ne me paraît pas opportun de limiter ou même de supprimer les paiements en espèces pour lutter contre le terrorisme. En effet, les organisations terroristes savent trouver des palliatifs à toutes les procédures, même financières. Leurs financements et soutiens de toutes sortes organisés par des États connus pour cela les dispensent, les affranchissent de toute entrave matérielle ou financière des pays victimes de ce terrorisme. On peut citer en exemple l'achat par des pays européens de pétrole vendu par l'État islamique ; à défaut de monnaie, ces transactions pourraient se faire par échanges, une sorte de « marché noir » qui là serait fort bien nommé et ne serait pas sans engager les consciences. De plus, le terrorisme se pratique de façon « artisanale », avec des objets d'usage courant (couteaux, cutters, etc.) ou des véhicules (voitures, camions, etc.). De plus encore, les auteurs d'attentats n'ont pas la retenue des malfaiteurs ordinaires : ils cherchent la mort pour eux-mêmes sans se soucier ni d'être identifiés après coup, ni de toutes sortes de suites. Quel serait l'intérêt de prouver par surveillance bancaire que monsieur X a acheté telle arme à tel moment et à tel endroit s'il s'en est servi tout de suite après pour commettre un attentat-suicide où il est mort ?

Appeler l'ennemi par son vrai nom conduirait à prendre, enfin, les mesures adéquates à défaut d'être parfaites, afin de lutter contre le terrorisme qui, dans tous les cas et depuis des décennies, est un produit de l'islam. Si nous sommes prêts à cela, nous sauverons notre civilisation, nos vies et celles de nos enfants. Sinon, nous accepterons de plus en plus des mesures policières destinées à nous surveiller, nous les honnêtes gens, sans pour cela que le terrorisme produit par l'islam ne ralentisse ses entreprises mortifères. Nous sommes en guerre contre l'islam, qui ne porte qu'un seul nom : islam. Les normes européennes conduisent déjà nos policiers à trouver la petite bombe lacrymogène dans le sac à main d'une femme qui peut être isolée et donc vulnérable au terrorisme ordinaire,

du quotidien, et à ne pas aller chercher les armes de guerre dans les banlieues islamisées. C'est déjà bien trop, nul besoin de permettre à l'État ou à l'UE de fouiller dans nos affaires d'honnêtes gens. »

Daniel Pollett